

PDF / GEC

N° 18/CA DU REPERTOIRE

N° 1995-14/CA DU GREFFE

Arrêt du 14 avril 2011

Affaire : Nestor DAKPOGAN  
C/

Ministre de l'Education Nationale

REPUBLICQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date du 17 mars 1995 enregistrée au greffe de la Cour le 22 mars 1995 sous le n°079/CS/G, par laquelle Monsieur Nestor DAKPOGAN, Professeur au Collège d'Enseignement Général (CEG) Houéyiho Cotonou, a introduit un recours relatif à sa situation administrative ;

Vu la lettre n°490/GCS du 27 mars 1996 par laquelle la requête introductive d'instance et le mémoire ampliatif ont été communiqués à l'Administration pour ses observations ;

Vu la consignation constatée par reçu n°615 du 11 mai 1995 ;

Vu la lettre n°6359/MENRS/CAB/DC/DRH/SAJA-A du 16 décembre 1997 enregistrée au greffe de la Cour le 19 décembre 1997 sous le n° 902/GCS par laquelle le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique a fait parvenir ses observations ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

*[Handwritten signature]*

*payé 11600 Vu le 29/9/2011*  
*Reste 6600 à rembourser*

*5000 F*  
*n° 615 du 11/5/1995*

*relevé pour les 2194-2195-2196/CS du 07/08/2013*  
*pdf-cs*



*9*

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Joséphine OKRY-LAWIN** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant qu'entre 1979 date à laquelle il a été reclassé et le 17 mars 1995 date à laquelle il a saisi la Cour, il s'est écoulé plus de quatre (04) mois, délai prescrit par les textes pour exercer un recours en annulation pour excès de pouvoir ;

Qu'il y a lieu de considérer que son recours est tardif et le déclarer irrecevable ;

**Par ces motifs ;**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours en date à Cotonou du 17 mars 1995 par lequel Monsieur Nestor DAKPOGAN a introduit une plainte concernant sa situation administrative, est irrecevable ;

**Article 2** : Les frais sont mis à la charge du requérant.

**Article 3** : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême composée de :

**Grégoire ALAYE**, Président de la chambre administrative ;

**PRESIDENT ;**

**Joséphine OKRY-LAWIN** {

et }

**Victor D. ADOSSOU** {

**CONSEILLERS ;**




Et prononcé à l'audience publique du Jeudi quatorze avril deux mille onze, la Cour étant composée comme il est indiqué ci-dessus en présence de :

**Raoul Hector OUENDO,**

**MINISTERE PUBLIC;**

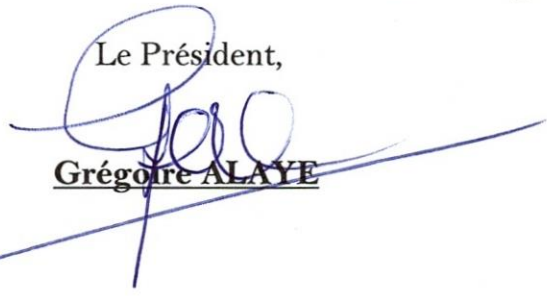
**Françoise TCHIBOZO-QUENUM, Officier de Justice,**

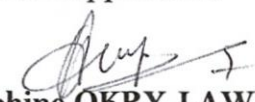
**GREFFIER ;**

Et ont signé :

Le Président,

Le Rapporteur,

  
**Grégoire ALAYE**

  
**Joséphine OKRY-LAWIN**

Le Greffier,

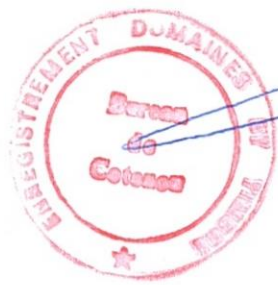


**Françoise TCHIBOZO-QUENUM**



*AE = 20000*

enregistré à Cotonou le 18-07-11  
No 34 Case 4978  
Reçu 15000 francs  
L'inspecteur de l'Enregistrement *CS*



**Joseph FOUNDOHOU**

4 E - 1000

Joseph & Co. Inc. 1000  
1000  
1000  
1000  
1000

Joseph & Co. Inc.

